

# RAPPORT D'ENQUETE

Suite à la mission que vous nous avez confiée, vous trouverez ci-joint notre rapport d'enquête :

<b>Raison Sociale : SOCIETE DE TRAVAUX MARTIN</b>	<b>RCS : 344 xxx xxx</b>
<b>Type de mission : MEDIA</b>	<b>N° dossier : M19040001</b>

<b>Date de commande :</b> 02/04/2019	<b>Date de remise :</b> 09/04/2019	<b>Nos réf :</b> OG
<b>CLIENT :</b>	<b>Vos Références :</b> /	<b>Interlocutrice :</b>

<b>Encours demandé :</b>	50 000 €	<b>Echéance :</b>	/
<b>Encours conseillé :</b>	25 000 € max	<b>Echéance :</b>	45 jours

<b>NOTE</b>	<b>09/20</b>
-------------	--------------

La décomposition de ce rapport est la suivante :

- I. FICHE SYNTHETIQUE**
- II. HISTORIQUE ET FAITS MARQUANTS**
- III. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE**
- IV. ELEMENTS FINANCIERS**
- V. AVIS FINANCIER**
- VI. CONCLUSIONS**

## I- FICHE SYNTHETIQUE :

<b>Raison Sociale :</b>	<b>SOCIETE DE TRAVAUX MARTIN</b>
<b>SIREN :</b>	<b>344 xxx xxx</b>

<b>Siège social :</b>	14 ROUTE DE LA GARE	59--- XXXX
<b>Enseigne :</b>	SOCIETE DE TRAVAUX MARTIN	<b>Contact :</b> STM@travaux-MARTIN.fr
<b>Tél :</b> 03.28.xx.xx.xx	<b>Fax :</b> 03.28.xx.xx.xx	<b>Internet :</b> www.travaux-MARTIN.fr
<b>Forme juridique :</b> SARL	<b>Capital social :</b> 250 000 €	<b>NAF :</b> 8130Z
<b>Création :</b> 05/04/1988	<b>Effectif :</b> 23	<b>Ets Second. :</b> 0

<b>Dirigeants et Fonction</b>	<b>Activité réelle</b>
<b>Gérant :</b> M. Hubert MARTIN, né le 13/05/1963	Travaux de terrassement, VRD, aménagements paysagers.

<b>Actionnaires</b>	<b>RCS</b>	<b>% Détenu</b>
MARTIN DEVELOPPEMENT	448 xxx xxx	92.50
Mme MARTIN Sophie	-	7.50

<b>Filiales et Participations</b>	<b>RCS</b>	<b>% Détenu</b>
Non recensées	-	-

<b>ELEMENTS FINANCIERS en EUR</b>			
<b>EXERCICE au</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/03/2015</b>
<b>Durée</b>	12 mois	21 mois	12 mois
<b>CA (HT)</b>	<b>2 777 110</b>	<b>4 961 839</b>	<b>2 531 968</b>
<b>Résultat d'Exploitation</b>	<b>68 456</b>	<b>-140 805</b>	<b>6 737</b>
<b>Résultat Net</b>	<b>39 497</b>	<b>-114 221</b>	<b>40 105</b>
<b>Cotation du bilan</b>	<b>C-</b>	<b>A : excellente B : bonne C : moyenne D : déséquilibrée</b>	

### L'essentiel :

- Entreprise familiale très ancienne de type PME,
- Reprise en 2003 par le dirigeant actuel, gendre du fondateur,
- Rétablissement de la rentabilité en 2017,
- Amélioration des marges annoncée pour 2018,
- Assise financière modeste, trésorerie limitée, soutien bancaire indispensable.

## **II- HISTORIQUE ET FAITS MARQUANTS :**

### **1- Historique de l'entreprise :**

Aucun nouvel évènement majeur d'ordre juridique n'a été porté à notre connaissance.

Nous rappelons que la SARL SOCIETE DE TRAVAUX MARTIN (STM) est une entreprise familiale très ancienne. Elle a été constituée en avril 1988, suite à la reprise du fonds de l'entreprise individuelle de M. Maurice MARTIN, artisan depuis 1948.

Lors du départ à la retraite du fondateur, il a transmis l'entreprise à ses 2 fils : Gérard et Vincent.

**En mars 2003, la société a été reprise par M. Hubert MARTIN**, le dirigeant actuel. Il est le gendre du fondateur.

**Le 30/03/2015, le dirigeant a procédé à une réduction de capital d'un montant de 300 000 €, ramenant le capital social à 250 000 €, soit son montant actuel.**

Cette réduction a été réalisée par voie de remboursement d'une somme de 30 € par parts sociales dont la valeur nominale est passée de 55 € à 25 €.

Cette opération a permis de reconstituer les fonds propres de la société mère MARTIN DEVELOPPEMENT en dégageant un produit financier de 277 500 €.

### **2- Dirigeants :**

Depuis 2003, la société STM reste gérée par **M. Hubert MARTIN**, 55 ans, né à Dunkerque (59). Il a pris la succession de M. Gérard MARTIN, son beau-frère.

Nous rappelons qu'il est titulaire d'un BEP comptabilité informatique et qu'il n'a pas le Bac car il a arrêté ses études avant 18 ans pour entrer dans la vie active.

Il a débuté son parcours professionnel comme salarié au service facturation de la société de transport maritime Dxxxx. A 25 ans, il est entré comme commercial au sein de la société Sxxxxxx, un négoce de matériaux.

Par la suite, il a occupé la fonction de Directeur d'agence chez Pxxxxxx Dunkerque (de 1990 à 1998), puis xxxxx MATERIAUX (de 1998 à 2000), et enfin xxxxxx DISTRIBUTION Dunkerque (de 2000 à 2003).

Outre la société STM, il dirige aussi la **SARL MARTIN DEVELOPPEMENT (RCS 448 xxx xxx)**, société holding qui détient 92.5% du capital de la société STM. Au 31/12/2017, elle disposait d'une structure financière confortable avec 220 336 € de capitaux propres, soit 70% de son passif. En 2018, son haut de bilan sera encore solidifié grâce à **une augmentation de capital réalisée en juillet (de 12 000 € à 100 000 €)**.

La société mère MARTIN DEVELOPPEMENT est elle-même détenue à 50.96% par M. Hubert MARTIN et à 49.04% par M. Vincent MARTIN.

Les 7.5% du capital de la société STM appartiennent à **Mme Sophie MARTIN**, l'épouse du dirigeant et fille du fondateur.

Depuis 2009, elle occupe le poste de **Directrice Administrative et Financière**. Auparavant, elle occupait la même fonction au sein de la société LES MAISONS XXXX, et ce, depuis 14 années (1994-2008).

Nous retrouvons encore M. MARTIN à la tête des entités suivantes :

- **EURL AIR ENVIRONNEMENT (RCS 822 xxx xxx),**
- **SCI LES CLARINES (RCS 421 xxx xxx),**
- **SCI VENDOME (RCS 478 xxx xxx),**
- **SCI GARENT (RCS 823 xxx xxx).**

Dans le passé, M. MARTIN a également géré les structures suivantes :

- **SARL ASSAINISSEMENT MARTIN (RCS 423 xxx xxx)**, entreprise fondée en 1999. Basée à Pxxxx (59), elle a été déclarée en Liquidation Judiciaire en date du 03/03/2015. La SOCIETE MARTIN avait une participation dans cette entité qui appartenait majoritairement à MARTIN DEVELOPPEMENT.
- **SAS VTP EAU (RCS 530 xxx xxx)**, entreprise créée en 2011 et basée à Pxxx (59). Filiale de MARTIN DEVELOPPEMENT, elle a fait l'objet d'un Redressement Judiciaire le 03/05/2016. Par la suite, M. MARTIN a démissionné de sa fonction de Président le 14/06/2016 pour être remplacé par M. Dominique Cxxxxx. Quelques jours plus tard, le 05/07/2016, le Tribunal de commerce a converti la procédure de Redressement Judiciaire en Liquidation Judiciaire.
- **SARL LOC ACTION (RCS 494 xxx xxx)**, entreprise basée à Dunkerque (59). Fondée en 2007, elle a été dissoute le 06/05/2014 (cessation d'activité).
- **SARL LOC NORD (RCS 503 xxx xxx)**, entreprise basée à Calais (62). Fondée en 2008, elle a été dissoute le 05/05/2015 (cessation d'activité).
- **SCI LE PEUPLIER (RCS 795 xxx xxx)**, société immobilière au capital de 1 000 € fondée en 2013 et dissoute en janvier 2017 (cessation d'activité).

### **III. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE :**

#### **Commentaires :**

Le siège social demeure basé à l'adresse indiquée en rubrique, dans la commune de **Pxxxx (59)**. C'est le seul établissement exploité. Il regroupe sur un même site de 30 000 m<sup>2</sup> le bureau administratif, l'atelier et une grande plateforme de stockage de matériaux.

Le terrain appartient à la SCI VENDOME dirigée par M. MARTIN. Les murs sont la propriété de la société par le biais d'un crédit-bail immobilier.

La société STM dispose de son propre bureau d'études et emploie **23 collaborateurs**.

Son activité couvre 4 grands domaines distincts :

- **L'entretien et l'aménagement des eaux** (Création et curage de bassins, étangs, canaux, fossés, Renforcement et aménagement de berges, Dévasement, Marnage, Faucardage, Travaux subaquatiques, Entretien et coupe de la végétation aquatique, Barrage flottant, Ecluse, Pont, Pompage...).
- **L'entretien et l'aménagement des terres** (Travaux de terrassement, Décaissement, Nivellement, Enrochement, Maçonnerie paysagère, Pavage, Dallages, Etanchéité, Réservoirs incendie, Entretien de parcs et jardins, Traitement Phyto sanitaire, Arrosage, Piscine privative ou collective, pose d'abris, pergola, clôtures...).
- **Les travaux d'assainissement non collectif** (Construction de station d'épuration, Fosse toutes eaux, citernes grande capacité, Tranchée d'infiltration, Filières compactes, Filtres plantés, Epandage, Branchements, Stations de relevage hors sol et enterrées, Pompage, Vidange et pompage de fosses et micro stations d'épuration...).
- **Les travaux de VRD (Voirie Réseaux Divers)** comprenant d'une part l'aménagement urbain (Enrobé, Borduration, Génie civil, Pavage granit et béton, Béton désactivé, Conteneurs enterrés...) et d'autre part l'aménagement des voiries (Parking, Plateforme, Gravillonnage, Accotement, Glissières, Piste cyclable, Cheminement...).

La société opère sur un plan **régional** (départements 59 et 62) et exceptionnellement, elle peut se déplacer dans le reste de la France pour un chantier ponctuel d'un bon client.

La répartition de sa clientèle a évolué au cours des derniers mois car la concurrence est de plus en plus féroce sur les appels d'offres de marchés publics ce qui contraignait l'entreprise à trop baisser ses tarifs pour obtenir un chantier. Or, désormais, le dirigeant a fait de la rentabilité son critère prioritaire avant le chiffre d'affaires.

Ainsi, elle traite aujourd'hui à **65% avec les professionnels privés** (industriels, sociétés du tertiaire, donneurs d'ordre du BTP tels que COLAS par exemple...), complétés par des **marchés publics à 30%** (des collectivités comme les communautés de communes, communautés urbaines, mairies, SIVOM...) et quelques **particuliers (5%)**.

Cette société souffre de délais de règlement clients souvent longs (45 à 90 jours), ce qui explique la lourdeur de son poste clients (40% du total actif) et ses besoins en trésorerie.

De son côté, l'intéressée paie la majorité de ses fournisseurs par LCR à vue (45 jours).

Parmi ses principaux fournisseurs, nous citons : **CEMEX, CARRIERES DU BOULONNAIS, FRANSBONHOMME** et **PUM PLASTIQUES**.

#### IV. ELEMENTS FINANCIERS :

ANALYSE FINANCIERE EN EUROS				
ANNEES	31/12/2017		31/12/2016	31/03/2015
DUREE EXERCICE	12		21	12
EXPLOITATION				
CA	2 777 110		4 961 839	2 531 968
DONT EXPORT	0		0	92 227
RESULTAT D'EXPLOITATION	68 456		-140 805	6 737
RESULTAT FINANCIER	-13 765		-33 061	-3 811
RCAI	54 692		-173 865	2 926
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-15 194		59 645	11 575
RESULTAT NET	39 497		-114 221	40 105

#### Commentaires :

Nous rappelons qu'en raison d'une modification de la date d'arrêté des comptes (du 31/03 au 31/12), le bilan 2016 constatait 21 mois d'activité, rendant la comparaison plus délicate.

**Le bilan clos au 31/12/2017 porte sur 12 mois d'activité. Il affiche un chiffre d'affaires de 2 777 110 €. Cela représente une chute brute de 44% par rapport à 2016 mais à périmètre constant, cela équivaut à recul modéré de 2%.**

Dans le même temps, la société a réduit ses charges d'exploitation de 48% à 2 698 306 €, sous l'effet de la diminution des achats de marchandises et des charges externes.

Ainsi, malgré le ralentissement d'activité, **l'entreprise est parvenue à renouer avec la rentabilité**, son résultat d'exploitation passant de -140 805 € à +68 456 €.

En tenant compte d'une perte financière de 13 765 €, d'une perte exceptionnelle de 15 194 € et d'un impôt sur les bénéfices nul, **l'exercice 2017 s'est finalement soldé par un bénéfice net de 39 497 € (soit 1.4% du CA)**, après la perte de 114 221 € essuyée en 2016.

Lors de l'Assemblée Générale, le dirigeant a décidé d'affecter ce bénéfice en totalité au compte « report à nouveau », ce qui permet de renforcer les fonds propres de l'entreprise.

Comme lors des précédents exercices, aucun dividende n'est versé à la société mère.

Le bilan 2018 n'est pas encore publié à ce jour.

**La responsable financière nous informe que le chiffre d'affaires a encore légèrement reculé pour s'établir à 2 690 000 €. En revanche, la marge brute a pu être améliorée, ce qui va se traduire par un nouveau renforcement de la rentabilité, tant en exploitation qu'en net. Un bénéfice net de l'ordre de 60 000 € est annoncé.**

Depuis le début de l'année 2019, le rythme d'activité est bon. Le planning assure du travail jusqu'aux vacances d'août et des devis sont déjà en cours pour la fin de l'année.

La seule difficulté rencontrée par l'entreprise au cours des derniers mois est une tendance à la hausse des décalages de chantiers et des retards de démarrage de travaux alors même que la météo a été plutôt clémente cet hiver (démarches administratives plus longues, obtention de certificats et autres garanties). A titre d'exemple, la société STM devait attaquer un chantier en novembre 2018 et elle ne pourra finalement le démarrer qu'à partir du mois de mai 2019 où d'autres chantiers sont déjà prévus. Cela décale les prévisions et entraîne des problèmes d'effectif avec l'obligation de prendre des sous-traitants engendrant un surcoût.

## V. AVIS FINANCIER :

STRUCTURE					
ANNEES	31/12/2017		31/12/2016		31/03/2015
DUREE EXERCICE	12		21		12
CAPITAUX PROPRES	200 277		160 780		318 838
Capitaux Propres / Total Bilan	16,05		10,96		22,94
FDS DE ROULEMENT	-30 909		37 374		180 954
BFR	22 228		205 567		215 358
TRESORERIE	-53 137		-168 193		-34 404
CAF	131 264		21 053		148 176

### Commentaires :

En dépit d'un capital social conséquent (250 000 €) et du bénéfice dégagé en 2017, l'entreprise affiche **une structure financière encore plutôt modeste** avec 200 277 € de capitaux propres, soit seulement 16% de son total passif.

Grâce au bénéfice annoncé en 2018, le ratio d'autonomie financière devrait avoisiner 20% sur le prochain bilan.

Les apports en comptes courants d'associés ont été sensiblement réduits en 2017 et deviennent insignifiants (2 671 €).

L'endettement à moyen et long terme se réduit car le dernier emprunt a été souscrit en mai 2015 pour un montant de 200 K€. **A fin 2017, la société présentait une dette de 107 K€.** Cet emprunt octroyé par le CIC est garanti par la **caution solidaire** de M. Hubert MARTIN et de son épouse à hauteur **de 130 000 €.**

La société MARTIN est également engagée sur **plusieurs contrats de crédit-bail** même s'il faut noter la fin du remboursement d'un crédit-bail immobilier.

Au cours de l'exercice 2017, elle s'est acquittée d'une annuité en crédit-bail de 70 K€.

On recense notamment 2 contrats de crédit-bail en cours :

- L'un auprès de Mini Financial Services pour le financement d'un véhicule de marque Mini dont il restait encore 20 493 € de redevances à rembourser à fin 2017,
- L'autre auprès de JCB Finances pour le financement d'une pelle hydraulique sur pneus de marque JCB dont il restait encore 70 298 € de redevances à rembourser à fin 2017.

Sur le court terme, la société traite avec 2 banques (le CIC qui est la banque historique et la HSBC) ainsi qu'avec la BPI. Aujourd'hui, le CIC a repris la majorité des flux même si la HSBC reste un partenaire important (environ 1/3 des mouvements).

La responsable financière dit être régulièrement sollicitée pour l'ouverture d'un 3<sup>ème</sup> compte bancaire mais elle refuse car cela alourdirait la gestion et générerait davantage de frais bancaires. Pour le moment, le soutien de ses 2 banques lui suffit.

**La trésorerie fluctue selon les périodes mais d'une manière générale, elle est assez modeste.** Elle souffre du manque de fonds propres, de la faiblesse des marges, du volume du poste clients et de frais financiers importants.

**Le CIC et la HSBC accordent chacun une autorisation de découvert pour un total de 50 000 €.** Ces lignes sont très souvent utilisées et parfois même dépassées mais il n'est pas fait état d'incidents de type impayés depuis le début de l'année 2019.

Ces 2 banques n'accordent plus de Dailly et font pas d'affacturage avec cette entreprise.

En fait, la société soulage grandement sa trésorerie en faisant appel aux services de la BPI. Cet organisme **lui octroie une ligne de mobilisation de créances (contrat Avance +) évaluée à 550 000 €.**

Cette ligne est réservée aux collectivités et aux grands donneurs d'ordre.  
 En 2018, la BPI a tout de même revu le seuil de chiffre d'affaires des donneurs d'ordre pour lesquels elle accepte le financement des factures. Ce seuil est passé de 100 M€ à 5 M€, ce qui soulage grandement la trésorerie de la société STM.  
 Cette ligne est garantie par la **caution solidaire** de M. Hubert MARTIN et de son épouse à hauteur **de 30 000 €**.

En plus des lignes court terme, l'intéressée recourt aussi au crédit fournisseurs, pour ceux dont les paiements ne s'effectuent pas par LCR à 45j (prélèvements automatiques). Cela donne lieu à **quelques décalages de paiement**. Tout risque de litige ne peut être exclu.

Enfin, nous vous informons que la société STM a donné 2 cautions de 60 000 € chacune au profit de ses 2 banques (CIC et HSBC) en garantie d'un prêt de 150 000 € souscrit par la SCI VANCOUVERT en mars 2016 auprès de ces 2 banques.

Par ailleurs, un contrat d'assurance 'homme clé' a été souscrit par M. MARTIN sur la société holding MARTIN DEVELOPPEMENT. Le capital garanti à la filiale SOCIETE DE TRAVAUX MARTIN s'élève à 198 478 €. Un autre contrat similaire d'assurance 'homme clé' a été souscrit par M. MARTIN sur la société STM donnant droit à un capital garanti de 120 000 €.

<b>Banque principale :</b>	<b>CIN DUNKERQUE LITTORAL ENTREPRISES</b>	<b>Autorisations Utilisations</b>	<b>Oui</b>
<b>RIB :</b>	<b>Non renseigné</b>		
<b>Affacturage :</b>	<b>Néant</b>	<b>Encours</b>	<b>-</b>

<b>Autre banque</b>	<b>HSBC CALAIS</b>
<b>RIB</b>	<b>Non renseigné</b>



## INCIDENTS EVENTUELS

### ➤ ETAT DES PAIEMENTS

Prorogation (s)	Non	Observations	Trésorerie fluctuante
Impayé (s)	Non	Observations	Aucune
Litige (s)	Risque	Observations	Retards recensés

### ➤ PRIVILEGES

Sécurité Sociale	Néant	Date d'inscription	-	Date de vérification	04/04/2019
Trésor Public	Néant	Date d'inscription	-	Date de vérification	04/04/2019

## PRINCIPAUX RATIOS

ANNEES	31/12/2017	31/12/2016	31/03/2015
DUREE EXERCICE	12	21	12
<b>ROTATION DE GESTION EN JOURS DE CA</b>			
DUREE CREDIT CLIENTS	52	66	42
DUREE CREDIT FOURNS	74	91	66
ROT. STOCKS	30	24	42

## VI. CONCLUSIONS :

A l'issue de cette étude, nous retenons prioritairement les éléments suivants :

- L'ancienneté et le caractère familial de cette entreprise,
- La consolidation financière de la société mère,
- Le rétablissement de la rentabilité en 2017,
- Le renforcement annoncé des résultats sur le bilan 2018 à venir,
- Le rééquilibrage progressif du haut de bilan,
- Le soutien des partenaires financiers,
- Un carnet de commandes actuellement bien étoffé.

Mais aussi :

- Les antécédents professionnels négatifs du dirigeant,
- Les lourdes pertes essuyées en 2016 ayant affecté les fonds propres,
- Un poste clients difficilement maîtrisé,
- L'utilisation soutenue des concours bancaires,
- Un comportement payeur à surveiller.

**Dans ces conditions, la prudence reste de mise dans ce dossier. Au regard de l'amélioration de la rentabilité et de l'engagement des partenaires financiers, la relation peut être envisagée mais l'évolution reste à suivre avec attention.**

**Dans l'attente de la parution officielle du bilan 2018, nous recommandons un encours modéré (25 000 € maximum) avec surveillance stricte des paiements.**

Situation financière	MODESTE
Etats des Paiements	A SURVEILLER

NOTE

09/20